

**ANNEXES AU DOCUMENT
« LES BANANES TOUTES CRUES »**

1. Évaluation du programme « Meilleures bananes » (PMB) par Népenthès p. 2
2. Goldfinger : Sélectionneur (*breeder*) des bananes honduriennes p. 9
3. LA CHARTRE INTERNATIONALE DE LA BANANE p.12

1. Évaluation du programme « Meilleures bananes » (PMB) par Népenthès

avec réponses de Chris Wille et Carrie McCracken

Népenthès est un organisme danois voué à la protection de l'environnement. Il a reçu le mandat d'effectuer une évaluation indépendante du *Programme Meilleures bananes* pour Chiquita et Rainforest Alliance. Vous trouverez, ci-dessous, leur rapport final, les réponses de Chris Wille, directeur du programme, et des réponses supplémentaires de Carrie McCracken, une environnementaliste américaine qui a collaboré de près avec Foro Emaus pour développer des bananeraies organiques au Costa Rica.

Chris Wille est le directeur du Programme d'agriculture durable de Rainforest Alliance. L'Alliance, un groupe sans but lucratif basé à New York, est le secrétariat international du Réseau d'agriculture durable, ou RAD. Le RAD est une coalition des principaux groupes de l'Amérique latine voués à la conservation. La coalition élabore des meilleures pratiques de gestion et des normes mesurables pour la culture écologiquement et socialement responsables des récoltes de produits agricoles; elle accorde des octrois aux fermiers afin qu'ils puissent atteindre ces normes, et encourage les commerces et les consommateurs à appuyer les fermiers qui améliorent leurs fermes pour acquérir une durabilité.

cwille@racsa.co.cr

<http://www.rainforest-alliance.org>

<http://www.eco-index.org>

Voici des extraits du rapport de Népenthès, suivis des réponses de Chris Wille (soulignées).

(Les questions et commentaires de l'auteur sont en *italique*.)

Évaluation complète de Chiquita comparativement aux critères de l'homologation :

1. Protection des écosystèmes

Les zones tampons le long des chemins publics semblent s'être améliorées depuis que des arbres et des palmiers y ont été plantés, mais certains points laissent toujours à désirer. Les zones tampons ont été élargies autour des zones résidentielles et remplissent les critères d'homologation qui exigent qu'elles soient à 30 m de la plantation. Puisque cette distance requise n'est qu'un minimum, il est donc très

important que ce mur végétal entre les zones résidentielles et la plantation soit le mieux entretenu que possible, et il faudrait améliorer cette situation.

Nous sommes d'accord.

2. Traitement équitable et bonnes conditions pour les travailleurs

Certaines habitations destinées aux travailleurs, principalement les soi-disant garçonnières, sont trop petites et en piètre état. (*Chris, j'ai aussi lu que Chiquita avait convenu de laisser les travailleurs acheter leur propre demeure. Est-ce une bonne idée? Les fermes sont-elles suffisamment stables pour qu'elles continuent d'être exploitées assez longtemps pour que l'achat d'une maison sur ce terrain soit un bon investissement?*)

Certaines demeures et logements ont encore besoin d'être améliorées. Il y a déjà beaucoup de progrès, mais c'est une tâche énorme. Certaines bananeraies produisent des fruits depuis des décennies. Elles sont passablement stables. Les travailleurs peuvent acheter une maison à un prix extrêmement raisonnable, et ils ont aussi beaucoup d'aide pour leur apprendre à être de bons propriétaires.

3. Emploi réduit et contrôle rigoureux des produits chimiques

Les plantations Chiquita ont augmenté leur emploi de pesticides en 2000 et 2001, et c'est une situation alarmante parce que de nouvelles découvertes scientifiques ont révélé que plusieurs de ces pesticides sont retrouvés dans les eaux de surfaces des fleuves, souvent en concentration destructive pour les organismes aquatiques. (On ne peut cependant pas prouver que les pesticides proviennent des plantations Chiquita.) Chiquita a décidé de ne pas utiliser les pesticides les plus problématiques, mais elle emploie encore d'autres agents extrêmement toxiques. Ces agents devraient être remplacés immédiatement par d'autres moins dangereux, mais ceux-ci ne sont pas encore disponibles sur le marché. Chiquita met constamment à l'essai des agents écologiques, mais ils ne semblent pas être efficaces.

Népenhès a examiné des fermes aux Costa Rica et Panama pour constater qu'elles utilisaient une plus grande quantité de certains produits agrochimiques. Cette situation a été provoquée par des problèmes de mauvaises herbes et de nématodes qui sont devenus hors contrôle, en partie parce que le PMB a insisté trop rapidement que les producteurs diminuent leur utilisation de pesticides. Il est important de noter que la « quantité » de pesticides n'est qu'une des mesures pour réduire le danger. D'autres mesures sont aussi importantes : la toxicité des produits chimiques, les pratiques relatives au transport, à l'entreposage et à l'application de ces produits. Des inspections surprises fréquentes nous ont permis d'examiner sérieusement les pratiques utilisées pour gérer les produits agrochimiques et la formation donnée aux travailleurs.

En général, la tendance à long terme visée par le programme est de réduire les quantités et la toxicité des produits. Certains nouveaux produits biochimiques plus sécuritaires sont très prometteurs, d'autres un échec complet. Il faut continuer d'expérimenter.

4. Protection des ressources en eau

Népenhès croit que les critères d'homologation devraient être modifiés et que les zones tampons de 10 m le long des grands fleuves devraient être élargies à 20 m. Des tests seront effectués pour déterminer le type de végétation des zones tampons qui neutralise le plus efficacement les pesticides lessivés et à la dérive.

Aucune évidence ne démontre qu'un tampon de 20 mètres soit deux fois meilleur, ou même meilleur, qu'un tampon de 10 mètres. Nous insistons constamment pour que les tampons soient plus larges. Certains fermiers ne peuvent plus élargir leur tampon parce qu'il ne leur resterait plus de terres à cultiver.

5. Conservation du sol

Paraît-il que la plantation de couvre-sols est presque arrêtée, ce qui est plutôt inquiétant puisque l'utilisation des pesticides est à la hausse. Des couvre-sols qui recouvrent toutes les plantations empêchent les matières nutritives et les pesticides d'être lessivés; il est donc complètement inacceptable que seulement cinq pour cent du terrain de certaines plantations soit recouvert. Selon l'homologation, les pédoncules (*stalks*) des bananes doivent être retournés à la plantation. Cette pratique est observée de façon plutôt désordonnée. Il faudrait établir immédiatement une stratégie pour assurer que chaque fermier retourne les pédoncules des bananes aux plantations.

Certaines fermes, étudiées par Népenhès, n'ont pas assez investi en programmes de couvre-sols. Nous exerçons plus de pression. Certaines fermes, plus particulièrement dans les pays tels que la Colombie, ont d'excellents couvre-sols qui recouvrent 100 % des plantations. C'est un processus dispendieux et lent, mais très important. La plupart des pédoncules des bananes sont retournés aux fermes. Cela entraîne parfois des problèmes de maladies.

6. Planification et surveillance

Il faudrait améliorer la surveillance du PMB sur les fermes du Costa Rica puisqu'elle est bien minime. Une telle amélioration assurerait aussi que les directeurs et les travailleurs connaissent mieux l'homologation du PMB.

Nous sommes d'accord. La nouvelle direction met les améliorations en œuvre.

CONCLUSION (*Chris réagit aux inquiétudes de Népenhès que ces fermes sont encore homologuées.*)

Un recul écologique a aussi été observé sur certaines bananeraies Chiquita. L'utilisation globale de pesticides des plantations de l'entreprise à Panama et au Costa Rica a augmenté au cours des deux dernières années; c'est un fait inquiétant. La réduction de l'utilisation de pesticides est un problème difficile à résoudre pour toute l'industrie bananière. C'est pourtant **ahurissant** de constater que le fait qu'une ferme utilise beaucoup plus de pesticide n'ait aucun effet négatif sur le processus d'homologation, puisque le lessivage des pesticides est l'un des plus importants problèmes de la production bananière.

En 2001, Chiquita a aussi presque entièrement arrêté de planter des couvre-sols alors qu'elle utilisait plus de pesticides. C'est un fait inquiétant puisque les couvre-sols dans les bananeraies neutralisent le lessivage des pesticides. Planter des couvre-sols est un

processus très dispendieux, mais non une tâche impossible à accomplir si on lui accorde une priorité assez importante.

L'homologation d'une agriculture durable est un processus d'amélioration continue. Elle n'est ni mesurée par une seule réussite, ni refusée par un seul échec.

Nous homologuons les fermes lorsqu'elles :

- (a) ont éliminé toutes les « défauts fatals ».
- (b) se conforment à suffisamment de normes pour atteindre un pointage de 80 %.
- (c) démontrent concrètement qu'il y a amélioration, progrès et expérimentation continus.
- (d) ont un plan de gestion agricole approuvé pour résoudre des problèmes ou apporter des solutions aux points faibles.

Le problème provoqué par l'utilisation temporaire de produits chimiques agricoles sur certaines fermes du Costa Rica et de Panama démontre comment le processus d'homologation fonctionne pour maintenir l'engagement des fermes envers la lutte pour la durabilité. L'augmentation des produits agrochimiques met ces directeurs agricoles sur la sellette, renforçant leur engagement à résoudre le problème. Si un programme d'homologation géré par une tierce partie externe et indépendante n'existait pas, ce problème n'aurait jamais été exposé, et nous n'aurions jamais eu d'influence pour le résoudre.

Souvenez-vous que ces observations ne s'appliquent qu'à quelques fermes Chiquita.

Puisque l'homologation est censée être un processus et non un but en lui-même, le fait que sept fermes à Cobal, Costa Rica, ont obtenu le même nombre de points en 2000 qu'en 1999 est aussi un problème. Certaines de ces fermes ont très peu de couvre-sols et ont augmenté, en même temps, l'utilisation des pesticides et des nématicides les plus problématiques, **il est donc surprenant qu'elles soient encore homologuées.**

Les bananes du Panama vendues par Chiquita proviennent toutes de bananeraies homologuées, ce qui n'est pas le cas du Costa Rica. Soixante pour cent des bananes du Costa Rica vendues par Chiquita en 2001 ont été produites par des producteurs indépendants. Seulement 21 % de ces fermes sont homologuées PMB, alors que 79 % ne le sont pas. C'est un problème puisque la production et les conditions de travail de ces producteurs sont inconnues. Lorsque Chiquita achète ses produits, elle devrait exiger que ces producteurs de bananes indépendants soient homologués PMB. Le consommateur qui achète une banane Chiquita devrait tenir pour certain que la banane a été produite dans une bananeraie homologuée PMB.

Chiquita exige que les fermes-fournisseurs indépendantes obtiennent leur homologation. Je crois que nous avons maintenant atteint 30 %. Il a fallu huit ans à Chiquita pour obtenir l'homologation de ses propres fermes; l'homologation de tous les producteurs indépendants sera un processus très long puisqu'il n'est ni facile, ni simple.

Propositions pour des modifications des critères de l'homologation du PMB

(Chris énumère, ci-dessous, les points que Chiquita planifie améliorer et spécifie ce que l'entreprise a l'intention d'accomplir pour répondre à ces recommandations.)

- 1) Les zones tampon le long des grands fleuves doivent être agrandies de 10 à 20 m. Des essais seront effectués pour déterminer le type de végétation de la zone tampon qui offrira la meilleure protection contre le lessivage et les pesticides à la dérive.
Certaines expérimentations sont en cours. Le PMB maintiendra le minimum de 10 mètres.
- 2) Pour augmenter la diversité biologique, il faudrait planter différentes variétés d'arbres locaux dans les zones tampons afin d'attirer plus d'oiseaux et d'animaux.
En cours. Le principal obstacle est le fait que les pépinières n'offrent que quelques variétés.
- 3) Les fleuves doivent être marqués sur les cartes informatiques pour qu'ils ne soient pas exposés à la vaporisation de fongicides.
Accompli il y a un an.
- 4) Un calendrier confirmé doit être établi pour planter tous les couvre-sols requis dans les bananeraies.
Accompli.
- 5) Il faudrait évaluer le problème que cause la difficulté de réduire l'utilisation de pesticides sans nuire à la productivité : les conditions économiques doivent être équilibrées et évaluées contre les conditions écologiques. Chiquita devrait se pencher le plus rapidement possible sur le problème causé par l'utilisation accrue de pesticides, et élaborer une stratégie. En 2001, un groupe de travail composé d'agronomes, de chercheurs et d'écologistes sera formé pour établir des recommandations afin que les bananeraies homologuées puissent réduire considérablement, avec le temps, l'utilisation de pesticides.
Accompli. Les travailleurs scientifiques de l'entreprise et les nôtres travaillent toujours sur ce point.
- 6) L'utilisation de pesticides devrait avoir plus de poids sur l'homologation, de façon à ce qu'une bananeraie qui augmente considérablement son utilisation de pesticides puisse perdre son homologation.
La gestion des produits agrochimiques est l'un des neuf principes; elle a donc beaucoup de poids. Le programme ne mesure pas que la qualité utilisée; il s'assure aussi que les meilleures pratiques de gestion et les pratiques de système intégré de gestion des programmes (IPM) sont bien en place, que tous les efforts possibles sont déployés pour avoir recours à l'option la moins toxique, et que la tendance à long terme vise le minimum en matière de quantité et de toxicité.
- 7) Les secteurs résidentiels devront être à au moins 100 m d'une bananeraie afin de les préserver des pesticides.
C'est maintenant la politique des nouvelles fermes.
- 8) Les bananes devraient être étiquetées avant l'application de fongicides afin que les travailleurs ne soient pas en contact direct avec les fongicides.
Les travailleurs sont déjà protégés contre les fongicides.

- 9) Le terme « conditions de logement respectables » doit être décrit en détail pour que les petites maisons mal entretenues destinées aux travailleurs ne soient plus acceptables.

Nous travaillons avec l'organisme de responsabilité sociale, organique et de commerce équitable international sur ce point. Consultez le projet de SASA au : <http://www.isealalliance.org>

- 10) Les travailleurs, les syndicats ou leurs représentants doivent participer au processus d'homologation. Ils pourront alors mieux comprendre l'homologation et les bonnes idées, et accroître la valeur de l'homologation.

Cette participation a déjà lieu. Il faut la pousser encore plus loin.

(Chris, voici des commentaires de Carrie McCracken, une écologiste américaine qui travaille avec Foro Emaus au Costa Rica, en réponse au programme d'homologation de Meilleures Bananes. Pourriez-vous aussi répondre à ses commentaires?)

Carrie McCracken : Oui, c'est vrai que les fermes appartenant à Chiquita au Costa Rica sont homologuées PMB. Mais aucune des fermes indépendantes ne l'est.

Chris Wille : Nous avons des fermes indépendantes homologuées ici, y compris quatre appartenant à une entreprise dont le siège est en Italie, Turquesa, qui vend des fruits homologués en Italie. Consultez notre site Web pour lire le profil de l'entreprise.

CMcC : ... et je dirais que la moitié des bananes Chiquita au Costa Rica sont cultivées par des producteurs indépendants. Ça n'est pas le cas hors du Costa Rica où l'homologation PMB n'a pas été une priorité.

CW : Toutes les fermes Chiquita dans les six pays sont homologuées PMB, et l'entreprise fait pression sur ses fournisseurs indépendants partout dans le monde pour recevoir l'homologation.

CMcC : Pourquoi? Je crois que c'est à cause de l'attention internationale sur le Costa Rica, et que d'avoir des fermes homologuées au Costa Rica fait bonne figure. Oui, les normes ont aidé à améliorer les fermes, surtout en matière de gestion des déchets. Maintenant les fermes Chiquita tentent au moins de ramasser et de recycler les sacs en plastique bleu.

CW : Ramassage à 100 %; la plupart du plastique est recyclé.

CMcC : Les produits chimiques sont aussi mieux entreposés, mais ils sont toujours utilisés aussi fréquemment. Les normes n'ont rien fait pour protéger les conditions de travail et sociales.

CW : L'utilisation de produits agrochimiques est bien mieux contrôlée, et les conditions de travail se sont améliorées, c'est évident.

CMcC : En fait, elles se sont détériorées au Costa Rica depuis la « crise » de l'industrie bananière. D'après moi, oui, les conditions écologiques se sont améliorées sur certaines fermes. Évidemment, la raison pour laquelle Chiquita a participé au programme faisait partie de sa campagne de mascarade écologique qui a pris racine lorsque le monde entier a commencé à s'inquiéter des conditions écologiques des plantations au Costa Rica.

Les fermes de Dole et de Del Monte sont homologuées ISO 14000/1. Leur homologation est fondamentalement parvenue aux mêmes objectifs que ceux de Meilleures Bananes, du Rainforest Alliance, mais sans les mêmes impacts sur le marché que PMB. Ce que je veux dire, c'est qu'une homologation du PMB de Rainforest Alliance semble meilleure pour le consommateur. Le programme ISO a motivé Dole et Del Monte à mettre en œuvre une gestion de déchets ainsi que des normes d'entreposage et d'utilisation de pesticides. Encore une fois, sans normes de travail ou sociales. (Novembre 2002)

CW : Le programme ISO assure qu'une entreprise ait un système de gestion de l'environnement en œuvre. Il n'assure pas les améliorations; l'entreprise établit elle-même ses propres objectifs. Pour éviter une mascarade écologique, la plupart des ONG conviennent qu'une homologation d'une tierce partie, spécialement effectuée par des ONG sans but lucratif qui critiquent l'industrie, est la vérification la plus crédible, surtout lorsque les normes sont aussi établies par les ONG critiques avec la pleine participation des intéressés.

Les normes de santé et de sécurité de la main-d'œuvre et du lieu de travail du PMB sont fondées sur les lois de l'OIT et locales, et sont très poussées. Consultez l'étude comparative de la FAO. La norme SA8000 est encore plus élaborée, et Chiquita l'applique partout. Consultez leur nouveau rapport de responsabilités de société.

Carrie McCracken : carriemccracken@yahoo.com

2. Goldfinger : Sélectionneur (*breeder*) des bananes honduriennes

par Maria Antonia Martinez

La carrière du chercheur agronomique peut parfois être stimulante et enrichissante, mais des années de dévouement, d'efforts et d'espoir peuvent aussi mener à l'échec si la recherche prend un mauvais virage en cours de route. Franklin Rosales reconnaît qu'il est un des travailleurs scientifiques privilégiés.

Rosales, un spécialiste de sélection des plantes au Honduras, a consacré 17 ans à la recherche agronomique, plus récemment dans le domaine des bananes génétiquement améliorées. Il partage une récente percée avec son collègue Philip Rowe, tous les deux de renommée mondiale parce qu'ils ont réussi à cultiver une banane nutritive, au bon goût, écologique et résistante aux maladies.

Après des décennies de sélection laborieuse, la FHIA-01, mieux connue sous le nom de Goldfinger, est la première variété de bananes cultivée qui peut remplacer la banane Cavendish standard. Elle pourrait fort bien empêcher l'industrie mondiale d'exportation des bananes de s'effondrer, suite au bilan insurmontable qu'ont provoqué les maladies. Point encore plus important, elle pourrait assurer un approvisionnement alimentaire fiable à des millions de personnes vivant en Afrique, en Asie et en Amérique latine, pour qui les bananes et les plantains sont des aliments de base.

Rosales, âgé de 46 ans, fait partie d'une grande famille de classe moyenne inférieure qui a déménagé du sud du Honduras à La Lima, près de la ville de San Pedro Sula, située au nord, la seconde ville la plus importante du pays, lorsqu'il était jeune garçon. Peu de temps après, en 1954, les travailleurs de l'entreprise américaine United Fruit Company, aujourd'hui United Brands, commencèrent une grève historique à La Lima qui a entraîné des changements importants aux droits du travail dans le pays. Plusieurs familles ont quitté le secteur à cause de la violence associée à la grève, dont la famille de Rosales qui a déménagé à San Pedro Sula. Plusieurs années plus tard, la profession de Franklin Rosales le ramena à La Lima où il occupa un poste de recherche avec le Honduran Foundation for Agricultural Research (FHIA) (tr. libre : Fondation hondurienne pour la recherche agronomique).

La carrière en science agronomique de Rosales s'amorça presque par accident. Adolescent, il était fort en mathématiques, un talent hérité de son père qui enseignait les mathématiques à l'école; il planifiait poursuivre ses études en génie ou en architecture. Mais un jour, il lui vient l'idée de passer l'examen d'admission pour Panamerican Agricultural School (tr. libre : École agronomique panaméricaine). Un mois plus tard, l'école l'informe qu'il avait gagné une bourse pour ses études agronomiques. Il a reçu son diplôme d'ingénieur-agronome en 1968.

Après des études plus poussées en Suisse, Rosales a travaillé pour le ministère des ressources naturelles honduriennes à titre de préposé à la vulgarisation agricole. Il a alors travaillé pendant deux ans à Puerto Cortes, sur la côte de l'Atlantique. C'est là qu'il a rencontré son épouse de 22 ans, Pacita Williams. Ils ont un fils de 19 ans et deux filles de 18 et 12 ans.

Rosales a passé une grande partie des années 1970 à étudier aux Etats-Unis où il a obtenu son baccalauréat et sa maîtrise en agronomie du New Mexico State University, et un doctorat en sélection des plantes du Oklahoma State University. Il a occupé des postes en recherche au Honduras, au Costa Rica et en Jamaïque.

En 1986, Rosales s'inscrit à la Honduran Foundation for Agricultural Research comme sélectionneur de plantes au programme d'amélioration des bananes et des plantains. Ce programme, soutenu par le Centre de recherche pour le développement international et autres donateurs, continue une initiative de United Fruit Company, amorcée en 1959, qui avait pour but de trouver des nouvelles variétés de bananes résistantes aux maladies. Le coordinateur du programme est Dr Philip Rowe, un collègue américain de Rosales.

Rosales travaille quelques heures par jour dans son bureau au siège de la FHIA à La Lima, mais la plus grande partie de son temps est consacrée à inspecter les feuilles des bosquets bananiers aux alentours du bureau, ou dans les laboratoires de Guarama Uno, pour suivre de près le progrès des nouveaux hybrides et des implants.

Rosales et ses collègues ont dû dédier plusieurs années de patience, d'observations et d'essais consciencieux pour parvenir à développer cette nouvelle banane Goldfinger. Même s'il est facile de multiplier les bananes et les plantains en replantant des pousses de plants adultes, le plus grand défi pour améliorer génétiquement de nouvelles variétés est le manque de graines de variétés commerciales. Les sélectionneurs doivent donc se fier à des variétés sauvages, ou autres, qui ne sont généralement pas comestibles mais qui produisent du pollen ou des graines viables. Ces variétés sauvages peuvent aussi posséder d'autres qualités recherchées, telles que la résistance aux maladies, qui peuvent être croisées avec des variétés standard aux qualités gustatives recherchées. Le programme de la FHIA a puisé d'un bassin de gènes de plus de 800 cultivars amassés en Asie du Sud-est, d'où proviennent les bananes initialement.

Féconder les fleurs est un processus difficile et laborieux exigeant que les travailleurs fécondent manuellement chaque fleur dès le crépuscule, avant que le soleil puisse sécher le pollen. Lorsque les bananes sont récoltées trois mois plus tard, elles sont pelées à la main, réduites en purée dans une presse développée par Dr Rowe, et passées à travers un tamis. Ce processus salissant et laborieux produit une ou deux graines par régime, dont environ la moitié sont germées avec succès pour produire de jeunes plants.

Avant que la banane Goldfinger soit développée, des années de recherche ont dû être consacrées à cultiver des milliers de plantes hybrides. Seulement quelques spécimens ont survécu le rigoureux processus de sélection qui éliminait tout plant susceptible à la maladie. La première grande découverte a eu lieu en 1977 alors qu'un hybride développé produisait une bonne grosseur de régime, et résistant aux nématodes fousseurs, une peste généralisée contrôlée par des pesticides puissant et coûteux, ainsi qu'à la 4^e race de la maladie de Panama. Cette dernière est un champignon mortel transmis du sol qui anéantit des récoltes et qu'aucun fongicide existant ne peut contrôler. Le nouvel hybride, croisé avec un clone femelle brésilien au goût de pomme, le Dwaft Prata, a fait preuve d'une bonne résistance au Black Sigatoka, une maladie fongique qui forme des taches sur les feuilles et peut réduire, de moitié, la production des fruits, causant une maturation prématurée. Cette résistance au Black Sigatoka était

une caractéristique particulièrement importante puisque la maladie s'était répandue dans les plantations à travers le monde. Elle ne peut être contrôlée que par l'application de fongicides nocifs pour l'environnement. Le coût des fongicides étant très élevé, plusieurs petits fermiers ont dû abandonner leur production.

D'autres qualités très intéressantes pour l'équipe de la FHIA résident dans le fait que le fruit peut être produit par les petits producteurs et qu'il convient aux régions où les variétés traditionnelles ne poussent pas. De plus, la saveur de la Goldfinger est populaire auprès des consommateurs, elle supporte bien le transport et le fruit mûrit lentement.

Bien que la recherche scientifique soit une expérience enrichissante pour Rosales, elle ne représente pas l'aspect le plus important de sa vie : « Pour moi, la religion est une priorité; vient ensuite ma famille, puis mon travail ». Accompagné de son épouse, Rosales se rend toutes les deux semaines à la ville de Santa Barbara dans l'est du Honduras où il visite un ami, le Père Enrique Silvestre, prêtre espagnol, qui est venu au pays il y a 25 ans comme missionnaire. Pendant les cinq dernières années, Rosales a établi un programme agricole communautaire conçu spécifiquement pour les femmes et les enfants de Santa Barbara; le programme n'a reçu que des éloges des résidents et des visiteurs. « C'est notre façon de contribuer. Nous montrons aux villageois comment cultiver des aliments afin qu'ils parviennent à être autonomes, et en même temps, nous aidons la missions du Père Enrique. »

Tout en maintenant sa solide dévotion à l'église et à la famille, Rosales continue aussi sa propre mission scientifique. En plus de Goldfinger, Rosales et ses collègues ont aussi développé deux autres hybrides de bananes prometteuses et poursuivent leurs recherches pour trouver de nouveaux plantains à grand rendement et résistants aux maladies. Comme le dit Rosales : « Le travail de chercher n'est jamais terminé. Il faut aller de l'avant; ce que nous avons maintenant ne suffit pas. Nous devons trouver de nouvelles variétés qui ont de meilleures caractéristiques. »

<http://www.idrc.ca/books/reports/V224/banana.html>

Français

CRDI : Ressources : Livres : Rapports : Vol. 22, n° 4 ,1995

Les rapports CRDI sont publiés chaque semaine en direct du Centre de recherche pour le développement international.

Ils ont pour but d'informer régulièrement les lecteurs à travers le monde au sujet du travail qu'appuie le CRDI dans les pays en développement ainsi que d'autres points d'intérêt au sujet du développement.

Retour à la page d'accueil du CRDI

Retour à la page de rapports du CRDI

Droits d'auteur 1997 © Centre de recherche pour le développement international,
Ottawa, Canada
mag@idrc.ca | Le 9 décembre 1997

3. LA CHARTRE INTERNATIONALE DE LA BANANE

I. PRÉAMBULE

Peu de personnes et d'entreprises peuvent s'enorgueillir de l'histoire du commerce international des bananes. Les pays développés obtiennent des fruits à prix modique, mais ce sont les travailleurs, les petits fermiers et l'environnement des pays producteurs qui en subissent les conséquences. Tous les intéressés ont avantage à résoudre ce problème : les consommateurs, les producteurs, les importateurs, les gouvernements, les syndicats, les organismes de fermiers et les organismes de développement, pour n'en nommer que quelques-uns.

L'histoire de cent ans de solitude du commerce international des bananes tire à sa fin, et on peut apercevoir une lueur d'espoir :

* Les consommateurs des pays développés s'inquiètent de plus en plus non seulement des normes de sécurité alimentaires, mais aussi des conditions sociales et écologiques sous lesquelles les aliments qu'ils consomment sont produits. Ils sont aussi de plus en plus prêts à payer pour redresser cette situation. Comme l'ont démontré les lancements récents de commerce équitable de bananes et confirmé des sondages, cette inquiétude touche aussi la banane, fruit tropical favori du monde entier.

* De plus en plus de discussions au sein de l'Organisation mondiale du commerce et de l'Organisation internationale de Travail portent sur le besoin d'un minimum de normes sociales et environnementales dans le commerce international. L'OMC s'est officiellement engagée au développement durable.

* Dans les pays producteurs de bananes, où les revenus provenant de l'exportation des bananes sont très importants, les gouvernements, les syndicats, les organismes de fermiers et les organismes de développement sont de plus en plus inquiets des effets de la restructuration dramatique du commerce, et cherchent une façon d'assurer un avenir stable.

* Les plus importantes entreprises bananières sont de plus en plus conscientes que l'avenir des prix dérisoires des concurrents acharnés n'a rien de bon à offrir, même pour ces entreprises en question. Certains signes nous permettent de conclure qu'elles sont prêtes à commencer à parler avec les syndicats et à discuter des codes de conduite de société.

* L'Union européenne, le marché bananier le plus important et le plus rentable au monde, planifie des changements de politiques d'importation de bananes majeurs pour se conformer aux exigences de l'OMC. Les consommateurs de l'UE payent environ 2 milliards de dollars de plus que le prix du marché mondial à cause du quota d'importation. Si ce quota était bien alloué, il pourrait permettre d'internaliser les coûts sociaux et environnementaux. Du côté pratique, par contre, les pays producteurs, que le régime est censé protéger, ne reçoivent qu'une petite fraction de ce montant. Le régime n'a pas empêché le prix payé aux producteurs de chuter sous le coût de la production.

II. VERS UNE ÉCONOMIE VIABLE DES BANANES

Les inquiétudes sociales, environnementales et économiques sont toutes retrouvées dans le concept du développement durable qui soutient que les coûts sociaux doivent être distribués de façon équitable et que les coûts environnementaux ne peuvent pas être transmis aux générations futures. La façon dont le commerce bananier international est actuellement structuré en fait un commerce non viable. Il offre des fruits à prix modique aux frais des conditions sociales et de travail médiocres, et de l'endommagement de l'environnement, passant le coût de ces pratiques aux générations actuelles et futures.

Dans une économie bananière viable, les prix doivent refléter les coûts réels de chaque étape de la production.

Les gouvernements et les entreprises devront respecter des conditions sociales et environnementales minimales. Les consommateurs devront payer un prix prévisible, un prix qui comprend les coûts sociaux et environnementaux, qui permet d'investir le montant nécessaire pour obtenir des conditions sociales acceptables et protéger l'environnement.

Cette Charte veut se fonder sur les occasions présentées par les circonstances énoncées dans ce préambule afin d'aligner l'économie de l'économie du marché des bananes dans une voie de durabilité.

III. OUTILS DE CHANGEMENT

Un bon nombre d'outils peut aider à obtenir une durabilité.

INITIATIVES GOUVERNEMENTALES ET INTERGOUVERNEMENTALES

Si le but d'un développement durable doit devenir réalité, les ententes de l'OMC doivent comprendre des clauses pour garantir des normes sociales et environnementales de base, ainsi que ce qui suit :

Clause sociale

La clause sociale doit exiger que les membres de l'OMC prennent les mesures nécessaires pour assurer le respect des normes minimales du travail spécifiées par un comité consultatif qui sera formé par l'OMC et l'OIT, y compris les normes relatives à la liberté syndicale et le droit aux négociations collectives, l'âge minimum d'emploi, la non discrimination, la rémunération égale et le travail forcé [1].

Clause écologique

La clause écologique doit être établie selon la nouvelle entente sur le commerce et l'environnement de l'OMC. Cette clause devrait établir les normes minimales nécessaires au point de vue durabilité fondées sur les effets écologiques de la méthode de production; elle doit aussi spécifier les conditions et les procédures des mesures commerciales.

INITIATIVES DU SECTEUR PRIVÉ

Des conventions collectives, des codes de conduite et un commerce équitable peuvent jouer un rôle important dans la production et le commerce renouvelables des bananes.

Liberté syndicale et conventions collectives

Le droit de liberté syndicale et de libres négociations collectives est d'une importance capitale pour les travailleurs des bananeraies. Des conventions collectives entre les entreprises bananières et les syndicats ouvriers, à l'échelle nationale et internationale, seraient une étape importante vers de meilleures conditions de travail.

Codes de conduite des sociétés avec vérification indépendante

Les codes de conduite des sociétés, qui établissent les politiques et les normes sociales et environnementales minimales des sociétés, peuvent contribuer à un commerce de bananes plus renouvelable. Ils devraient :

- (a) couvrir toutes les relations d'achat et de sous-traitance;
- (b) être fondées sur les conventions de l'OIT, y compris celles reliées au droit d'organiser et d'avoir des négociations collectives, le droit à un salaire adéquat pour survivre et à des conditions de travail sécuritaires et saines, un nombre maximum d'heures de travail, l'interdiction d'employer des enfants et de discriminer;
- (c) incorporer des normes adoptées internationalement qui abordent les problèmes de santé et d'environnement, telles que celles établies dans l'Action 21 [2], dans le Code international de conduite sur la distribution et l'utilisation des pesticides [3], la convention du consentement préalable en connaissance de cause de la FAO et du PNUE [4] et la convention de l'OIT relative à la sécurité de l'utilisation des substances chimiques au travail [5].

Si les sociétés veulent que ces codes soient dignes de foi, elles doivent prévoir une vérification indépendante efficace.

Commerce équitable

L'étiquetage du commerce équitable (fondé sur les normes sociales et environnementales établies et garanties par le FLO-FairTrade Labelling Organizations International), le commerce alternatif et la production organique (conformément aux normes de la Fédération internationale des mouvements d'agriculture biologique [IFOAM]) sont importants. Certains outils sont à la portée des producteurs, spécialement les producteurs désavantagés, pour leur permettre d'accroître le contrôle sur leur avenir, d'obtenir un retour équitable et juste pour leur travail, un revenu continu, et des conditions de travail et d'existence convenables par le biais du développement durable.

IV. RÉFORME DU RÉGIME DES BANANES DE L'UNION EUROPÉENNE

Toute réforme des règlements d'importation des bananes de l'Union européenne doit favoriser le maintien d'un régime de quota tarifaire (qui assure un prix plus élevé pour les bananes vendues dans l'UE), avec des quotas individuels pour chaque pays. Mais le maintien d'un quota n'est justifié que si le coût supplémentaire est utilisé pour investir dans la durabilité. Il faut aussi continuer d'accorder l'accès préférentiel aux pays du groupe ACP conformément aux dispositions du Protocole 5 de la convention de Lomé.

Le mécanisme de délivrance du permis doit être remplacé pour un mécanisme qui permet aux opérateurs (y compris les opérateurs du commerce équitable) d'avoir accès au marché sur un pied d'égalité.

Toute réforme doit faire l'objet de consultations officielles avec les représentants des petits producteurs et des travailleurs qui sont directement touchés par le régime.

Brussels, mai 1998

[1] La convention n° 87 de l'OIT (liberté syndicale); la convention n° 98 de l'OIT (le droit des négociations collectives); la convention n° 138 de l'OIT et la recommandation n° 146 (l'âge minimum); la convention n° 11 de l'OIT (discrimination); la convention n° 100 de l'OIT (parité salariale); les conventions n° 29 et 105 de l'OIT (travail forcé et servitude pour dettes);

[2] Consulter l'Action 21 (spécialement les points 6.41.d, 6.41.l.111, 9.24.3, 14.27.a, 14.41.c, 14.74-14.82, 16.3.c, 16.23.b, 17.32, 17.28.i, 18.40.b.vii, 18.40.d.iii, 18.40.g.iv, 18.59.a.vii, 18.76.d.i.v, 19.45, 19.49.g, 19.49.i, 24.6 et 32.5.c);

[3] Le Code international de conduite sur la distribution et l'utilisation des pesticides, adopté le 28 novembre 1985 (modifié pour comprendre le consentement préalable en connaissance de cause dans la clause 9, tel qu'adopté par la 25^e session du congrès de la FAO en novembre 1989);

[4] Cette convention traite de l'échange d'information au sujet de l'exportation des pesticides et des produits chimiques industriels dangereux; elle a été adoptée le 14 mars 1998 à Bruxelles;

[5] La convention n° 170 de l'OIT adoptée le 25 juin 1990.

4. Lectures intéressantes au sujet des bananes

« **Hungry for Power** » du UK Food Group (P.B. 100, Londres SE1 7RT, +44 171 523 2369, <http://www.ukfg.org.uk>) contient un chapitre bien documenté sur les bananes et des analyses également informatives sur les aliments pour bébés et des entreprises multinationales telles que les géants de l'industrie alimentaire Cargill, Monsanto, Zeneca (pesticides) et British American Tobacco.

- Ce document met les trois grandes entreprises bananières dans le contexte de l'« agro-industrie ».

« **The Political Ecology of Bananas – contract farming, peasants, and agrarian change in the Eastern Caribbean** » par Lawrence S. Grossman (The University of North Carolina Press, Chapel Hill and London, 1998), relate de façon particulièrement averse les vies des cultivateurs de bananes de St-Vincent, l'histoire de la Guerre de la banane et la façon dont l'environnement interagit avec les pratiques agricoles.

« **Bitter Fruit – the untold story of the American coup in Guatemala** » par Stephen Schlesinger et Stephen Kinzer (Sinclair Brown, London, 1982), est un compte rendu minutieux et captivant de United Fruit et de ses politiques du commerce.